

## Les usines Volkswagen à Forest, toujours paralysées VW ? Au fond, à droite, dans l'impasse

Cette fois, on va jusqu'au bout. On sent que les travailleurs en ont marre et veulent qu'on revienne avec quelque chose de concret à leur proposer. Plus question de céder au chantage à la fermeture de la direction. Les propos de Johnny Serry, délégué FGTB qui a participé aux négociations toute la journée de lundi jusque tard dans la nuit, sont on ne peut plus clairs : c'est un mot d'ordre de grève « au finish » qui sera transmis aux travailleurs lors de l'assemblée générale de mercredi.

On ne peut tout de même pas demander sans arrêt l'impossible aux travailleurs : augmenter les cadences et respecter les critères de qualité totale, travailler de plus en plus avec de moins en moins d'ouvriers...

ment crispé les interlocuteurs sur leurs positions. La direction a formulé une proposition en dix points, sur un certain nombre desquels le front commun syndical serait d'accord. En particulier, la direction se serait engagée à éviter tout licenciement collectif jusque fin 1996 et diverses mesures (conversion de primes en jours de congé, pré-pension à 52 ans, non remplacement des départs volontaires) permettraient de limiter le nombre des pertes d'emploi à 200 personnes. Par ailleurs les cadences de production aux points d'engorgement seraient réduites de 15 % en attendant qu'un groupe de travail propose des solutions à plus long terme. Enfin, le recours à la sous-traitance pour les tableaux de bord serait postposé jusque fin 1996. Mais, dans la mesure où

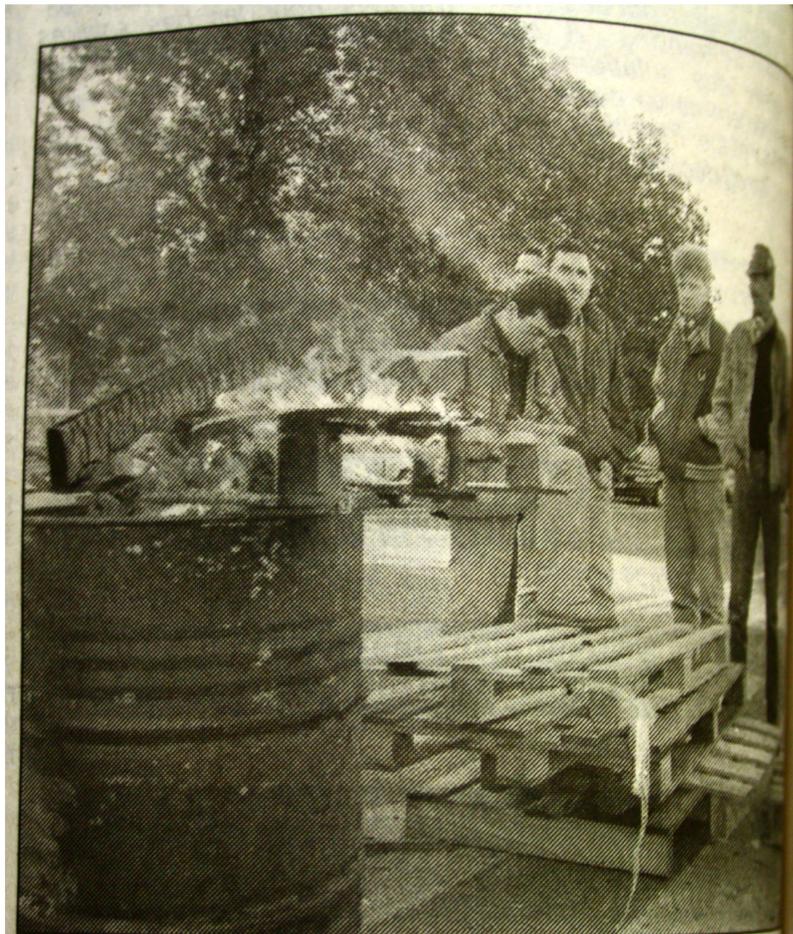
de 1.050 aujourd'hui) pour parvenir à un total minimal de 225.000 voitures par an. Sur le plan de la flexibilité, la direction entend « coller » à la demande au risque de provoquer des surcharges de travail temporaires et de devoir par la suite augmenter les jours de chômage rotatif. Pas question ! rétorquent les syndicats, qui exigent une réduction du temps de travail afin de maintenir l'emploi, mieux répartir les surcharges de travail sur la chaîne et garantir des conditions de travail moins éprouvantes.

Il n'est pas certain cependant que le « cas Volkswagen » s'apparente véritablement à la quadrature du cercle. Il est probable en effet que, comme en toute négociation, les interlocuteurs dramatisent quelque peu



Les « piquets » empêchaient tout accès à l'usine forestoise du constructeur automobile européen. Photo Alain Dewez.

## Les usines Volkswagen à Forest, toujours paralysées VW ? Au fond, à droite, dans l'impasse



Les « piquets » empêchaient tout accès à l'usine forestoise du constructeur automobile européen. Photo Alain Dewez.

Des débrayages ont paralysé la chaîne de montage dès la reprise du travail

# Volkswagen plonge dans le chaos : Forest placé sur une voie de garage

Reprise du travail avortée, lundi matin. Le blocage est complet et la maison-mère allemande hausse le ton.

**L**e travail n'a pas repris lundi matin chez Volkswagen Forest. À peine remise en route à 6 heures du matin, la chaîne de montage a été bloquée par un arrêt de

*repris des négociations sérieuses avec nous, nous maintenons la pression. Toutes les équipes vont débrayer jusque mercredi, et ensuite, reprise des piquets.*

La direction de VW Forest a diffusé lundi en fin de journée un communiqué cinglant dans lequel elle estime que le mouvement de grève actuel est « sauvage » et « illégal ». Les débrayages ayant eu lieu dès la reprise du travail, la direction estime qu'elle n'a pas eu la possibilité matérielle de mettre en œuvre les différents points de l'accord soumis au référendum et principalement ceux concer-

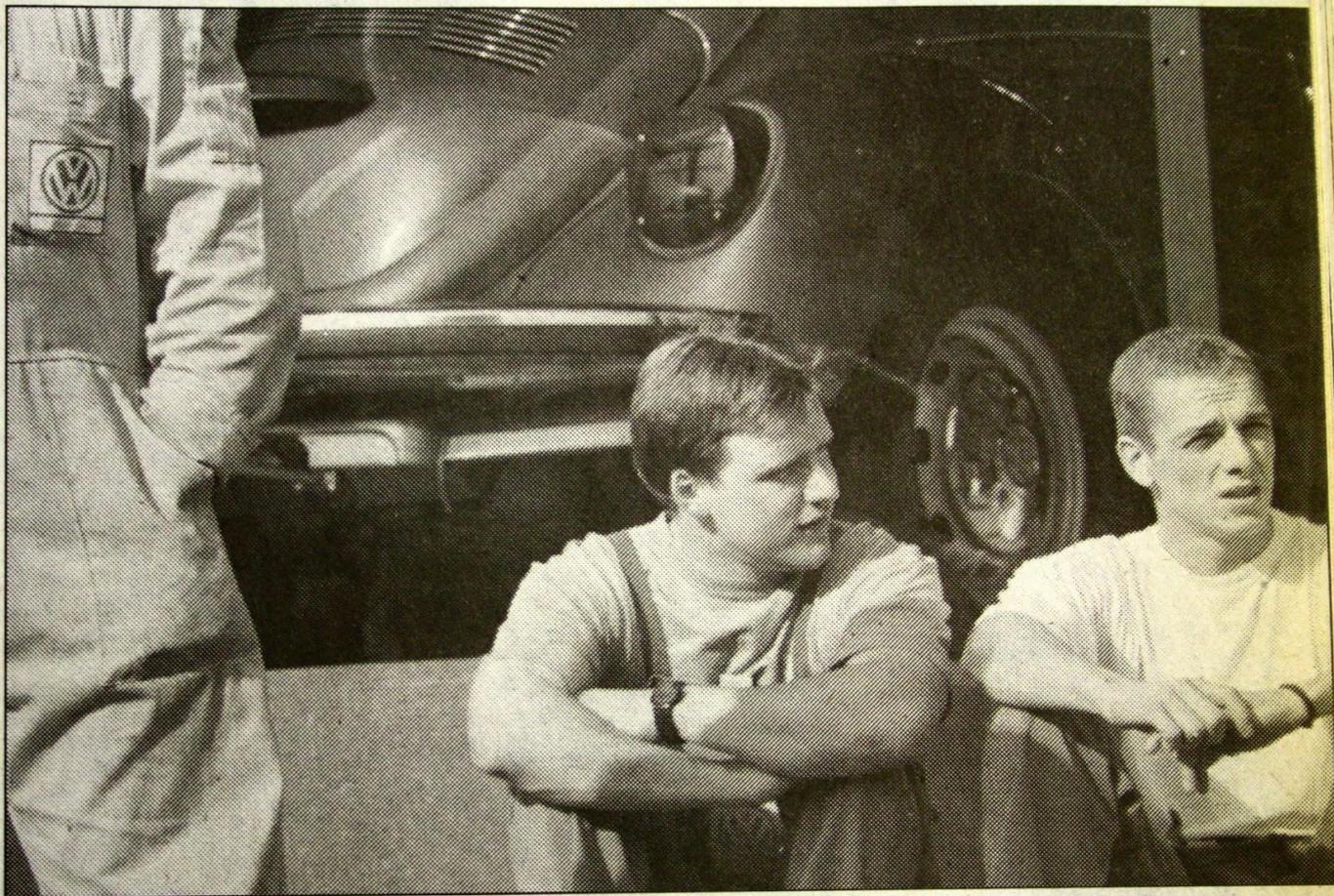
nant les charges de travail. Qualifiant de « radicales » les nouvelles revendications formulées par les syndicats, la direction estime que celles-ci *mettent encore plus en péril l'avenir de notre entreprise et ne peuvent donc pas constituer une base de discussion sérieuse.*

La réaction de la direction allemande ne s'est pas fait attendre non plus. *Notre maison-mère qui est également notre actionnaire unique a, en réaction, décidé de confier jusqu'à nouvel ordre le volume de production prévu pour Bruxelles à d'autres usines du groupe, et ceci dans l'intérêt exclusif de nos clients.*

Présenté comme étant celui de la « dernière chance », le compromis soumis au référendum vendredi n'a donc pas réussi à faire baisser la tension. Au contraire, le débrayage de lundi matin a dramatiquement radicalisé les positions. *Je reste à la disposition de la partie la plus diligente et établirai des contacts informels avec les différentes parties intéressées par le conflit, a tenu à préciser Roger Van Den Heule, le conciliateur social du ministère de l'Emploi et du Travail qui se prépare d'ores et déjà à vivre de nouvelles heures mouvementées.*



Forest à nouveau  
St. Bruxelles à d'



Forest à nouveau paralysé, la maison mère confie « jusqu'à nouvel ordre » le volume de production prévu pour Bruxelles à d'autres usines du groupe. Photo Sylvain Piraux.

⋮ TITRE: Les usines de Volkswagen de Forest paralysées par la grève



Le calme régnait, vendredi, sur le site forestois de Volkswagen. Photo Aéroport.

Emploi et compétitivité sont-ils incompatibles ?

# Les usines Volkswagen de Forest paralysées par la grève

**Coup de frein spectaculaire à Forest. Dépassés par les revendications de leur base, les syndicats bloquent la négociation.**

**L**a situation se tend aux usines Volkswagen de Forest, paralysées par une grève depuis mercredi soir. Tandis que la direction demandait vendredi à tous les travailleurs de reprendre au plus vite le travail, même partiellement, le front commun syndical

les d'amélioration des conditions de travail des travailleurs qui ont montré leur détermination en rejetant plusieurs propositions de compromis transitoire concernant les surcharges de travail temporaires auxquelles sont régulièrement confrontés les chaînes de montage, en fonction des variations des cadences de production des modèles.

Dans ces conditions, les syndicats ont lié la reprise du travail à l'obtention d'un accord global, sur la question de l'emploi notamment. L'entreprise n'occupe plus que 5.800 personnes actuellement (7.700 fin 1991) et 850 emplois seront encore perdus d'ici fin 1996. Pour conjurer cette évolution, les syndicats proposent une réduction du temps de travail de 37 à 35 heures hebdomadaires. Nous sommes

disposés à « financer » cette réduction du temps de travail en renonçant à une prime de présence de 4.000 FB par 38 jours de travail et en renonçant à l'augmentation de 6,75 frs/heure prévue dans le cadre de la convention Fabrimétal, sans compter les efforts déjà consentis pour le plan global, explique M. Rega, délégué FGTB.

Du côté de la direction, on se déclare ouvert à toute proposition pour autant qu'elle soit compatible avec les exigences strictes de compétitivité et de rentabilité imposées par la concurrence. Par concurrence, il faut entendre non seulement les autres constructeurs automobiles, mais également les autres unités de production du groupe. Or, explique M. Ackermans, administrateur délégué, le groupe VW est déjà en surcapacité de

1.000 voitures par jour. Dans ces conditions, seuls les vront les usines les plus performantes : soit nous prenons maintenant des mesures pour maintenir et améliorer la compétitivité, soit nous allons même délocaliser la production vers l'Est. Pour M. Ackermans, la perte des 850 emplois est difficilement évitable, mais insiste sur le fait qu'il n'y aura aucun licenciement. Quant à la question de la réduction du temps de travail, déjà appliquée en Allemagne (moyennant compression de salaire) depuis le début de l'année, M. Ackermans préfère laisser son opinion et aux partenaires syndicaux la décision, à condition que les négociations reprennent.

⋮ TITRE: Volkswagen Forest toujours Paralysé

## Rude tâche pour le conciliateur social

# Volkswagen Forest toujours paralysé

**O**n continue ! Telle est la décision prise mercredi matin par plusieurs milliers de travailleurs de Volkswagen, réunis en assemblée générale sur les parking de l'usine de Forest. La grève, qui dure depuis une semaine, se poursuit donc en attendant la prochaine assemblée générale, prévue pour lundi, voire un éventuel accord avec la direction, qui interviendrait avant le début de la semaine prochaine.

Les syndicats d'employés ont lancé un appel à la solidarité avec les ouvriers, mais sans donner de mot d'ordre de grève. Ils ont toutefois précisé que les employés qui se joindraient au mouvement recevront les indemnités de grève.

### LIGNES DE COMPROMIS

Les délégués syndicaux des travailleurs ont confirmé hier leurs revendications principales : maintien de l'emploi, répartition du temps de travail et amélioration des conditions de travail à la chaîne.

Il se confirme cependant que, malgré l'échec des négociations dans la nuit de lundi à mardi et une vive tension parmi les grévistes, certaines lignes de compromis se dessinent. En particulier, une proposition du conciliateur social de réduire

temporairement de 15 % le rythme de travail aux endroits de la chaîne les plus sollicités (en attendant qu'un groupe de travail élabore des propositions concrètes d'amélioration à long terme) aurait reçu l'aval des syndicats. De même, les négociateurs auraient évoqué la possibilité d'« épargner » quelque 500 pertes d'emploi (sur les 850 prévues) sur base notamment d'une augmentation de la production annuelle et d'un transfert de travailleurs des équipes de jour vers l'équipe de nuit.

Le point de désaccord principal reste cependant le problème de la répartition du temps de travail. La direction, qui estime que les 35 heures sont déjà appliquées dans les faits, refuse catégoriquement d'envisager toute réduction du temps de travail qui se répercuterait sur les coûts de production. Toute la question est donc de trouver un mode de financement qui soit supportable par tous... alors que chacun estime avoir déjà fait assez d'efforts.

Reste que chacun est bien conscient que ce conflit ne peut perdurer trop longtemps. On attend donc une initiative du conciliateur dans les jours qui viennent, probablement avant le week-end.

St.

# Menace de grève à Côte d'Or : l'éléphant prend le maquis

Gare de Mihi, l'éléphant prend le maquis... Au cours d'une assemblée générale survenue, le personnel de Côte d'Or a décidé de mener des actions contre le plan de restructuration qu'il rejette. Pour la première fois depuis trente-cinq ans, la perspective d'une grève se profile dans la vénérable maison beuxellaise.

L'Internationale jouée à la trompette par un pensionné, les effluves blanches des chocolatières planant au-dessus de la mêlée, un éléphant en peluche tendu de bras en l'air : ambiance paroxysmique, hier, dans le grand

hangar où s'étaient massés quelque 500 membres du personnel.

La suppression de 270 postes de travail affectera en réalité 300 personnes, ce qui dépasse à lui-même de moitié le personnel de Côte d'Or en 1980. L'investissement de un milliard annoncé à Mihi sera donc annulé en deux ans sur le site des installations beuxelloises. Ce que la direction veut à tout prix, c'est que la première phase d'un plan qui s'achèvera après 1988, et qui se soldera par la fermeture de l'autre beuxelloise dans les 4 à 5 ans : voilà les nombres prospectifs annoncés par les représentants syndicaux.

Nous ne nous donnons pas la peine. Des licenciements inévitables. Mais nous pourrions proposer des alternatives et discuter avec les syndicats, de stratégies vite à limiter les sociaux et à consacrer la « Côte d'Or ».

Après l'expédition en Au de la machine à vapeur par « Chokoloff », les syndicats ont le transfert à l'ère d'autres lignes de production. Pour limiter les pertes d'emploi, ils refusent aussi le recours sous-traitance (transfert F&E, ateliers protégés), aux res supplémentaires et au, du samedi : Pour limiter l'emploi, nous devons en la répartition du travail à Mihi. D'où la volonté de voir un volant de chômage partiel depuis quinze ans par Côte d'Or. Opposition aussi au « centres » permis par la loi : Ceux qui travaillent plus de 40 ans, n'ont pas leur capacité de transfert à Mihi. Ce qui ont réalisé les bénéfices pour vendre notre activité à l'étranger. Mihi l'égard de l'investissement sommes réduits par l'ère de Côte d'Or. Pour personnel licencié n'a pas le minimum légal.

Le front commun aussi au transfert à W. Jacobs Suchard du « ou mélange de base de Ce serait, bien sûr, un certain du goût de nos Côte d'Or utilise des techniques de très haute que Jacobs Suchard et l'histoire des Beux à leurs côtés, mais à l'intérieur. De plus, c'est pour Côte d'Or à l'égard de la production et



Pertes d'emploi pour près de cinq cents personnes : c'est, selon les syndicats, la menace qui plane sur les chocolatières de Côte d'Or. (Photo : ISOPRESS.)

B1

# Menaces d'une grève au finish

## Situation tendue chez VW Forest

Le mouvement de grève se durcit aux usines Volkswagen de Forest, qui emploient près de 5.800 personnes. Tandis que la direction demandait vendredi à tous les travailleurs, *conscients des graves dangers qui menacent l'entreprise*, de reprendre au plus vite le travail, même partiellement, le front commun syndical FGTB-CSC-CGSLB en appelait de son côté à la grève « au finish » et demandait au personnel de ne pas se présenter à l'usine lundi prochain. Le climat de l'entreprise s'est dégradé depuis l'annonce d'un plan de restructuration menaçant 850 personnes et la volonté de la direction d'accélérer les cadences de travail. **EN PAGE 6**

B2

**ECONOMIE  
EUROPE**

Distribution de chocolats aux navetteurs de la gare du Midi : une action des grévistes de Côte d'Or pour obtenir le soutien des consommateurs. (Photo : J. GOESSENS.)

## Côte d'Or : rupture brutale du dialogue

La grève se poursuit à Côte d'Or : les négociations n'ont abouti, vendredi soir, qu'à une rupture. Pierre d'achoppement : le transfert de la fabrication du chocolat hors de Bruxelles ou de Hal. Côte d'Or risque de perdre le secret de sa qualité et de son

ciements, maintien des chauffeurs et de la flotte de camions.

Malgré le chorus parfait, patronal et syndical, en faveur de la « qualité Côte d'Or », deux thèses s'affrontent sur les moyens de la conserver. Pour les syndicats, « la qualité est la norme qui doit

# Arrêt de travail sauvage chez VW

Les ouvriers, qui se sont croisés les bras spontanément après un quart d'heure de travail, se préparent à affronter une des plus longues grèves de ces 20 dernières années



En ce 15<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail, les syndicats remobilisent leurs troupes en vue du référendum. (Photo : Yves Herman)

Hier matin, le travail devait reprendre à VW-Forest : les opposants au compromis avec la direction sont majoritaires (56,7 %), mais ils devaient représenter les deux tiers du personnel pour poursuivre la grève. Après un quart d'heure de travail, les ouvriers de l'atelier mécanique, de la 2<sup>e</sup> ligne et du cockpit se sont croisés les bras, jugeant les conditions de reprise du travail désastreuses.

Toute la chaîne de montage a été bloquée par cet arrêt de travail spontané de quelques centaines de personnes. Les syndicats préparent de nouveaux mots d'ordre de grève avec des piquets à partir de mercredi. La direction, qui n'a pas eu l'occasion de mettre en œuvre le compromis, dénonce cette grève sauvage.

Alors que les syndicats ont entamé des contacts avec la direction hier, les hommes attendaient des directives syndicales au boulevard de la 2<sup>e</sup> Armée Britannique. Trois revendications ont été définies par les délégués : l'instauration de 2 pauses de

15 minutes, la reprise du travail à un rythme de 85 % jusqu'à la réorganisation des postes et un engagement écrit de la direction à maintenir l'emploi jusqu'en 1996. Les syndicats ont convié les ouvriers à venir aujourd'hui à l'usine et à mettre sur pied des piquets de grève dès mercredi.

La direction rappelle qu'il aurait fallu 66 % de voix pour que la poursuite de la grève soit conforme aux statuts des organisations syndicales. Face à cette grève jugée illégale, la direction dénonce « les partenaires sociaux qui n'ont pas concrétisé leur volonté de résoudre le conflit qui paralyse l'entreprise. Notre maison-mère en Allemagne a confié jusqu'à nouvel ordre le volume de production prévu pour VW-Bruxelles à d'autres usines du groupe dans l'intérêt des clients. »

## Temps modernes

Les ouvriers sont aussi stressés que Charlie Chaplin dans *Les Temps modernes*. Un groupe d'entre eux nous a fait visiter la chaîne. Les carcasses de Golf en entrée n'attendent que d'être habillées de leurs accessoi-

res. Les voitures sont déposées sur des tapis roulants. De part et d'autre, une allée permet aux ouvriers de réaliser leur part de montage. Un fil accroché au plafond à hauteur d'homme sert à arrêter la chaîne en cas de problème. « Les gens ne se rendent pas compte de ce qu'est le travail à la chaîne, explique un ouvrier. On doit fixer les pièces en avançant sur le côté comme des crabes. La voiture passe en 2,23 minutes. »

« Nous n'avons plus de moment de détente, poursuit ce jeune ouvrier wallon. Le contact humain, c'est zéro. Je n'ai plus le temps de dire bonjour à mon collègue qui travaille à 20 mètres de moi ! »

« Les toilettes se situent deux étages plus bas, reprend cette jeune femme. Rien que pour y aller, on met 5 minutes ! Si l'on est malade, pas question de s'y rendre 2 ou 3 fois. Pour manger, on a 20 minutes. »

D'après cet ouvrier, qui a 22 ans de travail à la chaîne, « il y a énormément de ménages brisés, car les hommes sont vidés quand ils rentrent à la maison. Les jeunes ouvriers sont diplômés A2. Ils acceptent moins

de se laisser faire que les plus anciens. » Jacky De-train, délégué CSC, confirme l'existence de grosses difficultés sociales parmi le personnel. « Il y a énormément de saisies sur salaire, notamment pour des problèmes de pensions alimentaires et d'impôts, affirme-t-il. Cela explique partiellement pourquoi 44 % des ouvriers ont voté oui au compromis patronal. Il y a les planqués, mais aussi ceux qui ne sont pas concernés par le montage qui s'opposent à la grève. »

Officiellement, les cadences de travail tournent toujours à plus de 90 % de la charge de travail, mais pour beaucoup ces chiffres ne reflètent pas la réalité. « Ils calculent le temps moyen pour mettre une pièce, mais ne tiennent pas compte des situations personnelles, disent-ils. Il y a des ouvriers âgés, parfois handicapés accidentellement, qui viennent travailler sous pression. Contrairement aux Allemands, nous ne montons pas de voitures en série : nous devons faire beaucoup d'options et de séries spéciales, ce qui demande plus de travail. »

A.VDP

## Une grève sauvage dans une usine de Forest

Après l'intervention des forces de l'ordre,  
les ouvriers ont repris le travail

A l'exception de quelques 40 travailleurs qui sont restés aux établis, la presque totalité des 900 ouvriers de l'usine de montage de voitures « Citroën », rue Saint-Denis, à Forest ont déclenché mercredi matin une grève sauvage, à la suite du licenciement d'un des leurs, Dominique Lazarone, 28 ans, dont la direction n'avait pas estimé le rôle de « leader » qu'il avait joué lors de la grève de 3 jours qui sévit dans cette usine il y a un mois et qui avait comme mobile, nous déclarent les grévistes, d'obtenir des adaptations salariales, des conditions de travail meilleures et une augmentation de la prime de fin d'année.

Mardi matin, les dirigeants de l'usine ont voulu déplacer le jeune leader italien de quelques 20 m, mais sur la même chaîne, pour le séparer d'un de ses camarades de même nationalité, également considéré comme « meneur ».

La direction s'est heurtée à un refus catégorique et, mardi soir, l'Italien a reçu son préavis. Mercredi matin, cependant, il s'est présenté à l'usine et a été convoqué à la direction. Selon certains, il aurait été emmené par la police selon d'autres il aurait touché son préavis et serait rentré chez lui.

Quoi qu'il en soit, la presque totalité des ouvriers ont refusé de reprendre le travail.

Des centaines d'hommes encombraient le hall de l'usine, dont de nombreux policiers interdisaient l'accès, cependant que le long de l'avenue Van Volxem des dizaines de jeeps de la gendarmerie s'étaient alignés à la queue leuleu.

A part quelques bouculades matinales, il n'y a pas d'incident notable à signaler.

Des ouvriers, néanmoins, (l'usine compte 80 % d'étrangers de 17 nationalités) se plaignent de leurs délégués syndicaux qui sont Belges, et occupent, affirment-ils, des postes de contrôleurs, de brigadiers, de chefs, et ils exigent « que les délégués soient choisis parmi les ouvriers et surtout parmi les Italiens, les Grecs ou les Espagnols qui sont, ensemble, les plus nombreux ».

### La reprise du travail.

A 13 h 45, venant à la rescousse des policiers forestois, un escadron de gendarmes, soit une vingtaine d'hommes armés, se sont déployés en tirailleurs sous la conduite de leurs officiers. Il y eut des huées et des cris. Peu de temps après, des camions militaires ont été amenés devant l'usine et une trentaine de grévistes, dont une femme, ont été embarqués.

Dès lors, à l'intérieur de l'établissement, les grévistes eurent à choisir entre la reprise du travail ou le licenciement et la grande majorité d'entre eux a opté pour la première solution.

Le major Saintviteux, commandant le district de gendarmerie de Bruxelles, nous expliqua que l'intervention des gendarmes s'est faite à la demande expresse de l'autorité administrative et de M. Wielemans, bourgmestre de la commune.

Quant aux personnes appréhendées, elles feront l'objet d'un contrôle d'identité et de vérification relative notamment à leur carte de travail. Les étrangers non en règle verront leur cas soumis à l'autorité compétente, c'est-à-dire la police des étrangers, qui statuera sur leur sort.

Lorsque nous avons quitté les lieux, tout était rentré dans l'ordre et le calme régnait, sinon dans les esprits, du moins sur le front du travail.

En fin de journée, on apprenait que soixante et un travailleurs avaient été emmenés par la gendarmerie, pour vérification d'identité, et que vingt et un ouvriers ont été licenciés.

Les personnes appréhendées ont été remises en liberté dans la soirée.

M. Al.

A la suite d'une grève

D'après la carte de 19 heures

### BULLETIN DU TEMPS

Situation atmosphérique générale : Les courants maritimes doux qui déterminent notre temps circulent entre une dépression de tempête centrée sur la Norvège et la zone de haute pression des Açores. Une zone pluvieuse, située sur l'océan à l'ouest de l'Irlande, atteindra demain nos régions et sera suivie par des courants polaires.

Ephémérides : Anvers : marées hautes à 0 h 58 et à 13 h 20 (cotes 4,90-4,80) ; marées basses à 7 h 46 et à 20 h 29 (cotes 0,65-0,16). Ostende : marées hautes à 10 h 23 et à 22 h ; marées basses à 4 h 34 et à 17 h 16.

Soleil : lever, 8 h 06 ; coucher, 18 h 50. Lune : lever, 16 h 01 ; coucher, 3 h 56. Observations faites le 19 novembre à 7 heures : Pression atmosphérique : 760,7 mm, soit 1014,2 mb.

## Une grève sauvage dans une usine de Forest

Après l'intervention des forces de l'ordre,  
les ouvriers ont repris le travail

# Ils campent chez Lancia

**R**entes, lits de camp, réchauds entre les voitures: chez IAC (Italian automotive corporation) gros concessionnaire Fiat et Lancia près de la place Meiser, les grévistes campent depuis hier. L'occupation surprise de l'entreprise, hier matin, se prolonge. Les grévistes sont partis au finish pour obtenir un plan social encastrant le départ de 25 travailleurs voulu par la direction. Des grévistes que nous avons rencontrés hier matin. " Nous voulons un plan social, rien de plus, rien de moins. Ça fait quatre mois que nous demandons cela", dit Lahouari Najjar, de la FGTB. " C'est notre dernière arme", confirme un autre travailleur. " Tant que la direction n'aura pas plié, nous restons ici". Ces travailleurs se sentent les otages d'une multinationale insensible aux drames créés par les pertes d'emploi. " Le problème, c'est qu'on doit discuter ici avec des avocats, jamais avec la direction. Celle-ci se cache derrière eux. Leur réponse est chaque fois la même: "Notre client n'a rien de plus à apporter". " Fiat refuse la discussion. Nous sommes forcés d'être plus musclés... Pour Fiat, 24 emplois, ce n'est rien; mais 24 emplois, c'est 24 vies. Nous en avons marre de discuter sans résultat depuis quatre mois".

Depuis janvier, direction et personnel sont en conflit sur le projet de licenciement de 25 mécaniciens du service après-vente. Les syndicats proposent un plan social, pour éviter les licenciements par des préretraiés et des transferts. La direction en entend parler. Déjà le 11 avril, le bureau de l'administrateur-délégué, Martin Rada, avait été occupé. Hier matin, c'en était trop. Dès l'ouverture du magasin et des ateliers, au 770 chaussée de Louvain, les 25 travailleurs menacés ont bloqué les lieux. Les portes ont été soudées et bloquées par des véhicules. Il n'y a pas eu de séquestration, et l'action s'est déroulée sans incident. Quelques policiers avaient été envoyés pour parler à tout incident mais n'ont pas eu à intervenir. Les seuls otages sont une centaine d'autos, "notre trésor de guerre". Suite à cette occupation, la direction avait accepté une rencontre avec les syndicats en terrain neutre, chez Federauto à Evreux vers 11 heures. Mais elle n'a rien donné. " La direction campe sur ses positions, nous allons camper aussi. Le temps qu'il faudra". Aussi, hier vers 15 heures, tentes, manèges, lits de camp et réchauds ont fait leur apparition dans les locaux. ■

LAURENT WILLEN



On campe devant les voitures, trésor de guerre. ■ L. LANGRIS

## Trois adresses de dépannage

**D**éfendre son emploi, OK; mais si vous devez entretenir ou réparer votre auto, vous êtes dans l'embarras. Voici trois adresses de dépannage où vous adresser. "Mais sans garantie de passer le lendemain", dit-on chez IAC Berchem. "Notre carnet est déjà bien rempli. Nous ferons l'impossible pour répondre aux urgences".  
 > IAC Berchem: 1.255 chaussée de Gand. Tél. 02/481.65.80.  
 > IAC Vilvorde: 306 Mechelsesteenweg. Tél. 02/252.16.63.  
 > IAC Anderghem: 210 boulevard des Invalides. Tél. 02/674.45.11.

E1

# "Notre trésor, ce sont les voitures du salon"

**L**a direction d'IAC-Schaerbeek a demandé à la justice d'occuper les grévistes qui occupent l'entreprise. Réponse lundi matin. Mais les grévistes s'organisent. Avec gratte sur les voitures, leur "trésor".

Les voitures capturées par les

grévistes sont aussi nickel qu'au début, voire plus. "Le mot d'ordre est strict", explique Lahouari Najjar, permanent FGTB. "Respect intégral du matériel et des autos. Pas une gratte sur ces voitures. C'est notre trésor de guerre pour obtenir un plan social". "Et il serait trop facile de nous virer pour faute grave", ajoute Mohammed Khmal, un des mécaniciens visés par un licenciement, après 20 ans dans quatre sièges d'IAC. Il veille avec un son jaloux sur les voitures. "On met des housses aux autos. On en a même rentré de l'extérieur, pour éviter des dégradations. Et ici, on met des mousses sur les capots et les pare-chocs de celles qu'on a poussées contre les portes". Par précaution, les pneus ont été dégonflés, "mais jamais crevés". Ceres-

pect s'étend aux locaux et au matériel. "Le but est de pouvoir recommencer à travailler dès qu'un accord est signé". On est loin du compte: un huissier a remis une citation devant le tribunal de première instance, lundi matin. La direction demande à la justice d'ordonner l'évacuation des occupants, sous peine d'une amende de 1.000€ par travailleur et jour de

retard. Les grévistes ne se rendront pas à cette convocation, mais seront représentés par les avocats de leurs syndicats. "Nous attendons lundi. Pour la première fois, on va pouvoir expliquer. Nous nous plions à toute décision", continue Mohammed. "Si on doit évacuer, on partira". Pour continuer la lutte sous d'autres formes, ■



LAURENT WILLEN On place un mousse. ■ L.

INTENDANCE

## Organisés pour tenir un siège en règle

**H**ier matin, la vingtaine de grévistes occupants sortait d'une première nuit d'occupation, qui selon eux s'est passée "sans incident". Les grévistes s'organisent pour un siège en règle. Tous les moments du jour et de la nuit sont couverts. > Dormir. Les plus prévoyants se sont munis des juddi d'un sac de couchage avec matelas. D'autres n'ont pas eu cette prudence. "Il faisait un peu froid", admet Lahouari Najjar. Marc a dû lui dormir comme d'autres dans un aler, un Ducato, mais à même le plancher. "Pas des plus pratiques pour dormir. C'est dur. Mais bon, ça passe". > Se lever, se laver. "Pas de problème, nous avons ici des sanitaires avec douches. Forcément, en temps normal, on prend toujours une douche avant de rentrer".

> Manger. Le premier soir a été tenu d'un barbecue improvisé. Indébiles: Les palettes, ça ne manque pas. Ce midi, ce sera pizza au menu. "On va faire venir des réchauds". Le soir, ce sera du spaghetti. "Pour les achats, on fait une collecte, puis un groupe va faire les courses". Et puis, il y a l'aide apprivoisée des femmes et des familles. > Communiquer. Un central improvisé s'est institué au bureau d'accueil. C'est Salvador qui veille, tout sur internet "pour voir si on parle de nous".

> Monter la garde. "Nous avons fait un tour de garde pour éviter des visites surprises la nuit. Mais à part les policiers à l'extérieur, personnel" ■



Un Ducato comme chambre. ■ LL



L'heure de la pizza. ■ LL



On prépare des calicats. ■ LL

E2

**IAC La police libère le site à Schaerbeek.** La police de la zone de Bruxelles-Nord a libéré hier soir le site IAC de Meiser qui était occupé par des travailleurs depuis jeudi dernier. La direction avait obtenu de la Justice mercredi en fin d'après-midi une ordonnance d'expulsion qui a été signifiée aux occupants dans la soirée. (b)

# Le personnel de Godiva en grève contre la délocalisation

Une centaine de travailleurs de Godiva ont répondu à l'appel des syndicats mardi matin. Dès 5h30, ils ont bloqué l'accès à l'usine de Koekelberg avant de se rendre au cabinet du ministre bruxellois de l'Économie et de l'Emploi Benoît Cerexhe (CDH). Cause du courroux collectif : l'annonce de la direction, le 2 mars dernier, de sous-traiter son activité d'emballage manuel en Flandre avec comme conséquence directe le licenciement de nonante travailleurs bruxellois.

« On vient voir Benoît Cerexhe parce que Godiva est une institution bruxelloise », entame Jacqueline Alfonso, déléguée syndicale de la CSC accompagnée de son homologue de la FGTB Nadine Minner. « Le personnel visé est composé à 90 % de femmes bruxelloises, non-qualifiées, et qui travaillent pour Godiva depuis une trentaine d'années ». Un public particulièrement sensible qui a peu de chances de retrouver un travail par la suite et qui veut se faire entendre « jusqu'à ce qu'une solution acceptable soit trouvée ».

Sur les 360 travailleurs de l'usine de Koekelberg, 222 sont ouvriers et 87 d'entre eux sont concernés par cette mesure contre seulement 3 employés, absents de la manifestation. « Nos revendications sont simples », explique l'un d'entre eux. « On veut garder notre emploi ! Godiva se porte bien, ils atteignent un bénéfice de plusieurs milliards d'euros et ils justifient cette délocalisation par la volonté d'agrandir la production. On ne peut pas accepter ça de la part d'une entreprise pour laquelle certains ont même accepté de travailler le samedi ».

Du côté de la direction, on estime qu'il est dans l'intérêt de la société « de se centrer sur la production et non pas sur l'emballage » réagit le directeur général de Godiva Nicolas Bouvé. « L'emballage manuel des chocolats du site de Bruxelles n'est plus rentable et nous devons continuer à investir pour assurer notre avenir. Cette délocalisation se fait chez un partenaire qui travaille déjà sur d'autres produits de Godiva Belgique et qui offre un coût de production

plus faible ». L'ouverture au dialogue est revendiquée des deux côtés, mais à l'heure de boucler cet article, aucune condition n'avait encore été proposée aux employés qui ne prévoyaient pas d'actions supplémentaires

pour la journée. « C'est le flou total » ajoute une déléguée syndicale. « Une première réunion officielle est prévue jeudi pour lancer les négociations et les actions à suivre seront décidées par la suite ».

VALENTIN DAUCHOT

## Actions à venir et soutien politique

Depuis l'annonce de la délocalisation il y a deux semaines, l'usine de Koekelberg tourne au ralenti. Les travailleurs ont bloqué l'entrée des matières premières pendant une semaine et une assemblée est prévue ce matin « pour définir un plan d'action » avant la rencontre de jeudi avec la direction.

De son côté, Benoît Cerexhe a reçu les représentants syndicaux et la direction. Le ministre bruxellois de l'Économie et de l'Emploi « déplore une annonce très dommageable pour la Région et ses habitants » et pointe la « délocalisation d'une activité recourant à une main-d'œuvre peu qualifiée et majoritairement bruxelloise ».

Il insiste sur la mise en place de cellules d'accompagnement et de formation mises à la disposition des futurs licenciés, « pour leur permettre de trouver un emploi dans les meilleurs délais ».

« Je ne peux naturellement pas m'immiscer dans le dialogue social mais je suis très attentif à la situation dans ce secteur particulièrement touché en matière de pertes d'emploi », explique-t-il. « En tant que ministre de l'Économie il m'appartient en outre de conditionner les aides régionales octroyées à Godiva dans le futur, à de la création d'emplois. Si licenciement il y a, j'exigerai qu'on aille au-delà des exigences légales prévues dans les conventions collectives de travail ». v.d.

région

# 3.200 ouvriers de VW veulent travailler

**La grève leur coûte cher**

## Malgré les piquets, la direction a convoqué les 3 équipes de volontaires à partir de ce matin à 6 heures : on risque l'affrontement entre les 2 camps

Cette fois, les ouvriers de VW-Forêt sont nettement divisés en 2 camps, les grévistes et les non-grévistes, avec tous les risques

d'affrontement que cela suppose. Environ 3.200 ouvriers se sont présentés au boulevard de la 2<sup>e</sup> Armée Britannique hier, afin de re-

prendre le travail. Ils ont été empêchés de passage par leurs collègues, mais doivent se représenter dès ce matin à 6 heures. La direc-

tion, qui a relevé les noms de chacun des ouvriers non grévistes, a promis de payer ceux qui auront manifesté leur volonté de travailler. C'est surtout le retour à un salaire normal qui incite les travailleurs à reprendre le collier.

blèmes aux autres postes de travail, mais il y a eu des propositions de la direction et un référendum. Je n'ai jamais été très favorable à la grève. »

Un ouvrier qui préfère garder l'anonymat par crainte des représailles craint la fermeture de l'usine : « Je veux garder mon emploi. » Il n'est pas concerné par les problèmes du travail à la chaîne, puisqu'il est chauffeur. « J'étais opposé à la grève dès le départ. Il fallait agir plus tôt, en début d'année. »

S'il faut en croire la direction, 55 % des travailleurs, sur un total de 5.800, ont marqué leur volonté de reprendre le travail. Cet ouvrier de la logistique estime que les syndicats ont profité d'une panne au secteur mécanique pour empêcher la reprise du travail lundi. André Leclercq confirme : « La chaîne est tombée en panne pendant 10 minutes. Les syndicats en ont profité pour dire à tout le monde de se croiser les bras. »

Léa Bauwens, qui était pour la grève, veut aujourd'hui travailler, car ses finances sont à

sec. « Je gagne 47.000 F, mon mari aussi, mais j'ai une maison et une voiture à payer. L'indemnité de grève, de 1.300 F, ne me suffit plus. Il fallait se battre, mais on n'a malheureusement rien obtenu. C'est vrai qu'il y a des gens qui travaillent comme des dingues et d'autres qui foutent rien. Le problème, c'est que le chronométrage et nos tâches est fait aujourd'hui par les chefs. Avant, c'était quelqu'un qui ne nous connaissait pas. Si le chef ne peut pas encadrer quelqu'un, ça se passe mal. » Léa regrette que les syndicats n'aient pas essayé le compromis, personnel, quitte à repartir en grève si rien n'était résolu après 3 jours.

Ami Macchioune et Michel Lafont, qui travaillent à la tôlerie et à la peinture, ont tous deux été contre la grève. Dans leur secteur, ils n'ont aucun problème de cadence. En plus, ils jugent la grève inefficace par rapport aux objectifs que se sont donnés les syndicats.



Léa Bauwens et son mari : « Ils ont raison de faire grève, mais on n'a plus d'argent. » (Photo : V. Fromont)

Marc, un ouvrier de la peinture, veut recommencer à travailler pour l'argent. « Septante pour cent des collègues de ma ligne sont du même avis. C'est vrai qu'il y a des pro-

A10



**vw : le face-à-face des ouvriers**

**Les grévistes (à l'arrière-plan, sur la photo de V. Fromont) ont barré l'accès de l'usine aux 3.200 ouvriers souhaitant reprendre le travail. Ce matin, les 3 équipes de non-grévistes doivent se rassembler à la demande de la direction. Ceux qui auront manifesté leur volonté d'arrêter la grève seront payés par l'entreprise, ce qui va peut-être briser l'action syndicale**

page 2

H1

## Volkswagen retient son souffle

**Négociations au finish sous la menace d'astreintes.**

Van Den Heule, le coordinateur social de la direction, a déclaré que le conflit chez Volkswagen Forest est encore très vivace. Les heures à venir sont incertaines, dans ce conflit, il n'est pas possible de prévoir.

A l'heure de boucler cette édition, représentants de la direction de Volkswagen Belgique ont demandé aux grévistes de reprendre le travail. Ils ont promis de payer les grévistes pendant la nuit, mais pas pendant la journée.

Au boulevard de la Deuxième armée brabançonne, à Forest, la

chaîne de montage est restée paralysée toute la journée. Peu avant six heures du matin, la tension était encore très vive autour de l'usine, après l'annonce de la reprise de l'usine, mercredi, d'un point de vue syndical, il n'y a pas de doute, un nombre croissant de travailleurs ont manifesté leur volonté de ne pas reprendre le travail.

Volontairement samedi à l'égard des partisans de la reprise du travail, mercredi, elle était manifestée par un nombre croissant de travailleurs qui se sont présentés devant les grévistes.

Volontairement samedi à l'égard des partisans de la reprise du travail, mercredi, elle était manifestée par un nombre croissant de travailleurs qui se sont présentés devant les grévistes.

Volontairement samedi à l'égard des partisans de la reprise du travail, mercredi, elle était manifestée par un nombre croissant de travailleurs qui se sont présentés devant les grévistes.

OLIVIER BROUET

---

### Ils ne croient plus en leurs patrons

**La reprise de la grève lundi**

La reprise de la grève lundi n'est pas certaine. Les grévistes ont exprimé leur méfiance à l'égard de la direction. Ils ne croient plus en leurs patrons.

Les grévistes ont exprimé leur méfiance à l'égard de la direction. Ils ne croient plus en leurs patrons.

Les grévistes ont exprimé leur méfiance à l'égard de la direction. Ils ne croient plus en leurs patrons.

**aux travailleurs de la chaîne.**

Les travailleurs de la chaîne ont exprimé leur méfiance à l'égard de la direction. Ils ne croient plus en leurs patrons.

Les travailleurs de la chaîne ont exprimé leur méfiance à l'égard de la direction. Ils ne croient plus en leurs patrons.

Les travailleurs de la chaîne ont exprimé leur méfiance à l'égard de la direction. Ils ne croient plus en leurs patrons.

BERNARD ALBY

**La tension était toujours vive ce matin à l'usine Volkswagen de Forest. Les ouvriers partisans de la reprise du travail étaient de plus en plus nombreux... Photo Isopress.**

H2